MALADIES
de la PEAU
et
VICES du SANG
SPÉCIALITÉS
RENOMMÉES
Laboratoires scientifiques
de la
PHARM^IE DU TRICHON
ROUBAIX
Docteur VERHAEGHE
Renseign. tous les jours
Mon sprecht vlaamsch

76e Année. — N° 346.

Le numéro: 25 centimes

SAMEDI 12 DÉCEMBRE 1931.

# Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS.....

| | 3 mois. | 6 mois. | 1 an. |
|---|---|---|---|
| Nord et limitrophes..... | 22.00; | 40.00; | 76.00 |
| Autres départements..... | 25.00; | 45.00; | 86.00 |
| Belgique ..... | 25.00; | 45.00; | 80.00 |
| Union Postale: Tarif A.. | 35.00; | 70.00; | 140.00 |
| — Tarif B.. | 50.00; | 100.00; | 200.00 |

ANNONCES.....
REDACTION.....

| | |
|---|---|
| ROUBAIX ..... | 63 à 71, Grande-Rue. Tél. 24, 9.59 et 19.06. Int. 6. |
| TOURCOING ..... | 26, rue Carnot. Tél. 27. |
| LILLE ..... | 5, rue Faidherbe. Tél. 57.07. |
| PARIS ..... | 13, boulevard des Italiens. Tél. Louvre 09.49. |
| MOUSCRON..... | 10b, rue de la Station. Tél. 5.44. |

CHÈQUES POSTAUX 87 LILLE

L'ÉVÈNEMENT DU JOUR
SUCCÈS FOUDROYANT
de notre campagne
en faveur de la
Chaussure Française
AU SOLDEUR
Le grand promoteur
de la Baisse
33, Rue Pierre-Motte, 33
ROUBAIX
Primes de grande valeur
Voir détail dernière page

*BILLET PARISIEN*

## A la recherche des semeurs de panique

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL.)

PARIS, 11 DÉCEMBRE (Minuit).

*Une enquête judiciaire a été ouverte ce soir contre la campagne des baissiers qui se poursuit en Bourse. La mesure avait été annoncée par M. Pierre Laval mercredi dernier, au cours de son audition par la Commission des Finances de la Chambre. Interrogé par les commissaires sur les menées des semeurs de panique, il avait déclaré que le Gouvernement saurait agir à son heure. Cette promesse devient une réalité, puisque le Parquet général et le Parquet de la Seine ont décidé, à l'issue d'une conférence qui réunissait dans le cabinet du Procureur général les hauts magistrats intéressés auxquels s'était joint le commissaire spécial de la Bourse, d'ouvrir une information à propos des nouvelles intéressées propagées dans le public et qui tendraient à discréditer les valeurs françaises les plus solides.*

*Les renseignements que sont chargés de recueillir le commissaire de police de la Bourse, ainsi que la police judiciaire et la Sûreté générale, serviront éventuellement à motiver des poursuites contre les propagateurs des nouvelles alarmistes qui nuisent au crédit du portefeuille français.*

*Il nous revient de bonne source que ces semeurs de panique se recrutent ordinairement dans le parti communiste. Dans nos banques, chez nos agents de change, chez les coulissiers, des cellules communistes ont été organisées qui travaillent à saper la confiance du public dans nos valeurs françaises. Des agents communistes se procurent les adresses de la clientèle des banques, vont à domicile tenir un langage pessimiste propre à engager les possesseurs de valeurs à les vendre précipitamment. On crée ainsi un vent de panique qui pourrait aller, s'il s'amplifiait, jusqu'à déterminer sur notre marché financier un krach retentissant comme le krach financier de New-York, qui a ruiné aux Etats-Unis tant d'industries et tant d'épargnants.*

*Il n'est pas difficile d'apercevoir l'origine de ces manœuvres, dont certains étrangers intéressés à provoquer la ruine de notre pays ou tout au moins à l'intimider, sont les véritables auteurs, et dont les communistes sont les instruments. Ces agents de l'étranger, ces ennemis de la France, doivent être démasqués. L'enquête qui a été décidée aujourd'hui peut et doit contribuer à l'assainissement de notre marché financier.*

R...

## La démission du Cabinet japonais

**Tokio, 11 décembre. — Le Cabinet japonais a démissionné.**

On considère comme probable que du fait que la crise est due à des causes financières et économiques, et non à la situation diplomatique, c'est à M. Korekyyo Takahashi, que l'on offrirait de former le futur gouvernement. Dans ce cas, on prévoit que le nouveau ministère serait composé, en majeure partie, de membres du groupe Seiyukai, qui forme l'opposition conservatrice.

Ce groupe est, on le sait, partisan de l'embargo sur l'or.

Il est toutefois peu probable que la politique japonaise soit modifiée à l'égard de la Chine.

## Pour les sursitaires astreints à 18 mois de service

Paris, 11 décembre. — La loi de recrutement du 31 mars 1928 assurant, à l'heure actuelle, à l'armée ses effectifs normaux, le Gouvernement estime qu'il est maintenant possible de prendre, à l'égard des sursitaires encore soumis au régime de la loi du 14 avril 1923 et astreints à 18 mois de service, une mesure de bienveillance et de les libérer par anticipation. Cette mesure ne pouvant être prise que par voie législative, un projet de loi établi à cet effet vient d'être déposé sur le bureau de la Chambre des députés. Dès que le projet sera voté, les sursitaires qui ont plus d'un an de service seront aussitôt libérés.

*LETTRE DE BRUXELLES*

## Les pourparlers internationaux

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER.)

BRUXELLES, 11 DÉCEMBRE 1931.

*La Chambre a laissé tomber, à une faible majorité, l'ordre du jour de MM. les députés Hubin, Sinzot et Pater, invitant le Gouvernement à entamer immédiatement des pourparlers avec la France et la Hollande, en vue de créer un grand marché économique commun. Disons que les socialistes ont formé le gros des votants qui ont adhéré au projet.*

*Par une manœuvre habile du Président, en cela d'accord avec la majorité du Parlement, ce vote important a été acquis par assis et levés. Le vote normal, par appel nominal, a été esquivé. Ainsi, les députés peuvent se laver les mains et nier les conséquences de leurs votes. Ceux-ci sont restés, pour la plupart, dans l'anonymat le plus absolu. C'est ainsi que le régime consacre la fuite des responsabilités.*

*Le désarroi, d'ailleurs, a été complet. M. Devèze, libéral et M. de Liedekerke, catholique, commencèrent d'abord par déposer un ordre du jour pur et simple, en opposition à l'ordre du jour déposé par les partisans des pourparlers. Ils virent dans celui-ci un ordre impératif que la dignité gouvernementale ne pouvait accepter et ils déclarèrent faire confiance au Gouvernement pour arriver à une entente anglo-franco-hollando-belge.*

*La manœuvre apparut. Demander des pourparlers économiques avec l'Angleterre, au lendemain même du jour où M. Hymans, ministre des Affaires étrangères, revenait de Londres, les mains vides, après s'être heurté à l'intransigeance britannique qui s'est si souvent manifestée, depuis 1918, en faveur de l'Allemagne et qui, aujourd'hui, persévère dans cette attitude, avait quelque chose de désarmant.*

*La Chambre en a tellement senti la gêne que, non seulement elle a refusé l'appel nominal, mais qu'elle a dû s'y prendre à deux fois pour émettre un vote régulier sur l'ordre du jour pur et simple qui prime toujours. Après le premier vote, cet ordre du jour fut déclaré rejeté par le Président qui, une minute plus tard, se ravisa, avoua qu'il s'était trompé, fit recommencer le vote pour annoncer ensuite que l'ordre du jour pur et simple était accepté. Entre temps, on avait battu les couloirs et ramené au bercail les députés égarés à la buvette ou dans les fumoirs, bureaux et salons.*

*Au fond, la manœuvre n'a pas été dirigée surtout contre la France. Elle a été faite aussi pour éviter une crise ministérielle. M. le ministre Hymans, de plus en plus anglophile, s'était élevé contre l'ordre du jour de MM. Hubin, Pater et Smyot. Le vote de cet ordre du jour aurait été le désaveu de la politique du Ministre des Affaires étrangères. Il l'aurait rendu impossible au pouvoir, surtout au lendemain de son échec de Londres. Une crise ministérielle, en ces jours difficiles, aurait eu de graves conséquences. Coûte que coûte, la Chambre a voulu l'éviter.*

*Le Gouvernement est donc chargé d'ouvrir des pourparlers, simultanément avec l'Angleterre, la France et la Hollande. En réalité, avec la Hollande, les pourparlers durent depuis dix ans, sans aucun résultat. Avec l'Angleterre, ils viennent d'aboutir à zéro. Avec la France, ils commenceront lundi.*

S...

## LA LIVRE S'AFFERMIT

Londres, 11 décembre. — Le ton du Stock Exchange est ce matin nettement meilleur que les jours précédents. La livre s'affermit, le change sur Paris cote 84 3/8 et celui sur New-York est à 3,32.

De leur côté, les fonds d'Etat gagnent des fractions importantes.

On attribue ces dispositions meilleures aux déclarations de M. Hoover et à celles faites, hier, aux Communes par le Chancelier de l'Echiquier.

## M. Laval reçoit lord Tyrrell

Paris, 11 décembre. — M. Pierre Laval a reçu, cet après-midi, lord Tyrrell, ambassadeur d'Angleterre. Ils se sont entretenus officieusement et amicalement des questions économiques, dans l'espoir d'arriver à une solution satisfaisante pour les deux pays.

## La médaille militaire au Prince de Monaco

M. ANDRÉ MAGINOT, MINISTRE DE LA GUERRE, REMET LA MÉDAILLE MILITAIRE AU GÉNÉRAL PRINCE DE MONACO. (Wide World photos.)

## Madrid a fêté hier l'élection du Président de la République

Madrid, 11 décembre. — C'est aujourd'hui jour de fête nationale. Dès le matin, les monuments publics sont pavoisés de drapeaux républicains. Les tramways sont ornés de guirlandes. Des avions survolent la ville à faible hauteur suivis des yeux dans leurs évolutions par de nombreux promeneurs.

A 13 h. 20, la délégation parlementaire qui va chercher le président de la République, quitte le Palais des Cortès. Les députés républicains sont en habit, les socialistes en veston. Il y a quatre calèches avec cochers et laquais en culotte et bas de soie rouge. Les voitures sont escortées par des cavaliers en grande tenue.

Au moment où les voitures quittent le Palais, une foule immense est déjà massée tout le long du parcours que doit suivre le cortège. Tous les balcons sont garnis de nombreux spectateurs, les arbres eux-mêmes affectent l'aspect de grappes humaines.

**A 14 h., l'escorte présidentielle dans sa nouvelle tenue: culotte de peau blanche, cuirasse, casque à cimier semblable à celui de la Garde républicaine française, vient de se masser devant l'entrée principale de la Chambre.**

Précédé des massiers de la Chambre, le président de la République accompagné des membres du gouvernement et des délégués parlementaires, fait son entrée dans l'hémicycle. Les députés debout crient: « Vive l'Espagne! Vive la République! Vive le Président! »

Le chef de l'Etat prend place à la tribune présidentielle. Un secrétaire de la Chambre donne lecture du décret gouvernemental décernant le grand collier de l'Ordre national d'Isabelle la Catholique à M. Alcala Zamora. Au milieu des acclamations de tous les assistants le ministre des Affaires étrangères, M. Leroux, impose le collier au Président.

Puis le président de la République prête solennellement serment de fidélité à la Constitution. Tous les parlementaires, les ambassadeurs et le public sont debout; au milieu d'un silence absolu le chef de l'Etat dont seule la grande pâleur révèle l'émotion profonde lit d'une voix ferme la formule du serment.

Le président dela Chambre répond: Au nom des Cortès Constituantes qui vous ont élu et qui vous investissent, maintenant, je vous déclare: Si vous agissez comme vous venez de le promettre, la Nation vous en saura gré. Dans le cas contraire, la Nation vous demandera des comptes.

Les députés et toute l'assistance applaudissent avec enthousiasme. Le président de la République, après s'être entretenu pendant quelques instants dans un salon du Parlement, avec les ministres, les parlementaires et les journalistes qui viennent le saluer quitte la Chambre pour gagner l'ancien Palais Royal.

Quand le cortège présidentiel fait son apparition, la foule acclame frénétiquement le chef de l'Etat.

M. Alcala Zamora salue d'un large geste. Quelques instants après il paraît au balcon principal du Palais. A ce moment monte de la foule, vers le chef de l'Etat une formidable clameur d'enthousiasme.

Les troupes vont défiler. Des remous se produisent dans la foule et, en plusieurs endroits, des disputes si violentes éclatent entre spectateurs désireux de se placer au premier rang, que les agents doivent emporter des personnes évanouies.

Devant le balcon présidentiel les drapeaux s'inclinent, les capitaines saluent du sabre et crient: Vive la République! Les hommes présentent les armes tout en marchant et reprennent en chœur les vivats de leurs chefs.

## La grève générale de Saragosse débute par une fusillade

Saragosse, 11 décembre. — La grève générale annoncée a commencé ce matin. Un choc s'est produit entre un groupe d'extrémistes et la police. Environ trois cents coups de feu ont été échangés de part et d'autre.

Un commissaire de police a été blessé ainsi qu'un agent de police.

Un ouvrier qui ne prenait pas part aux bagarres a été tué.

## Le Congrès américain va-t-il ratifier le moratoire Hoover ?

Washington, 11 décembre. — A l'issue de la lecture du message sur le moratoire, devant la Chambre et le Sénat, l'atmosphère paraissait nettement plus défavorable que les observateurs bien placés ne l'avaient prévu.

Quatre faits témoignent des sentiments manifestés par le Congrès, et même par une partie de la Chambre, dont on attendait une attitude plus favorable.

D'abord, le jour même de la lecture du message, le Sénat a adopté sans débat la résolution Johnson, demandant une enquête sur le montant des valeurs étrangères aux Etats-Unis, quoique le sénateur de la Californie eut déclaré que cette demande d'enquête faisait partie de son opposition au moratoire.

Ensuite, malgré l'insistance montrée par M. Hoover, pour que le Congrès ratifie au plus tôt le moratoire, le Sénat s'est ajourné jusqu'à lundi, manifestant, on ne peut plus clairement, qu'il n'était pas pressé.

En troisième lieu, M. Barner, nouveau spaeker démocrate, a déclaré que la Chambre ne se prononcerait pas sur le moratoire avant le 15 décembre, jour de l'échéance des paiements internationaux et, a ajouté: « Nous ne ratifierons certainement pas cette loi importante, avant d'avoir quelques informations sur ce sujet ».

Enfin, M. Borah a publié une déclaration disant qu'il avait été favorable au moratoire, parce qu'il estimait nécessaire de donner à l'Europe la possibilité d'organiser un programme économique sain, mais qu'il n'approuve pas une plus longue extension du moratoire, non plus qu'un rajustement des dettes selon la capacité de paiement.

M. Borah estime que l'Europe n'a pas profité de ce temps pour régler les problèmes dont la solution est nécessaire avant que soit possible une restauration économique.

Il se déclare contre le rétablissement de la commission des dettes de guerre parce qu'il ne voit aucune preuve montrant que l'Europe est disposée à réduire les armements ou prête à ajuster les réparations sur une base convenable.

M. Borah fait en outre remarquer que les Etats-Unis avaient réglé les dettes sur la base de la capacité de paiement en les réduisant à sept milliards de dollars. Il affirme que, étant donnée la politique actuelle de l'Europe, d'autres rajustements sur la base de la capacité de paiement auraient pour conséquence de faire complètement disparaître les dettes.

## 3.000 vues à la seconde

Paris, 11 décembre. — De nombreux savants se sont attachés depuis quelques années, à étudier le vol des oiseaux et des insectes, spécialement dans le but d'en tirer des enseignements utiles à l'aviation.

Si le vol des oiseaux est déjà assez bien connu grâce au cinématographe, l'étude de celui des insectes nécessitait des appareils que nul n'avait encore réussi à construire.

M. Magnan, professeur au Collège de France, avec l'aide d M. Huguenard, directeur adjoint de l'Ecole des hautes études, vient de combler cette lacune et, hier, au Collège de France, M. Magnan a développé plusieurs films pris à la fréquence inconnue jusqu'ici de 3.000 images à la seconde. Cette vitesse ayant été ramenée sur l'écran à 16 images à la seconde, on put suivre au ralenti, les battements des ailes d'une libellule, d'une mouche, d'un moustique, d'un papillon et d'un bourdon des jardins, ce dernier donnant au naturel 200 battements d'ailes par seconde.

## Une bande mystérieuse aurait assassiné, en Allemagne, une vingtaine de jeunes gens

**Bochum, 11 décembre. — Au cours de l'instruction judiciaire sur les agissements criminels d'une bande mystérieuse d'assassins qui opéraient dans la région forestière de Putbroëk, à la frontière germano-hollandaise, des habitants de Putbroëk ont systématiquement fouillé les bois du pays. Ils y ont découvert les cadavres de trois jeunes gens disparus depuis plusieurs années, qui y avaient été enterrés.**

## HITLER CONTINUE SA CAMPAGNE CONTRE LA FRANCE

Munich, 11 décembre. — « Nous ne voulons pas la guerre, mais nous voulons l'égalité de droit pour tout ce qui est allemand », a déclaré M. Hitler, hier soir, dans une réunion à la Maison Brune.

Le leader raciste s'est expliqué en détail sur les buts du mouvement national-socialiste. Il a déclaré que partout dans le monde, aussi bien en Angleterre, qu'en Italie et en Amérique, on enregistre un revirement de l'opinion publique à l'égard de la France qui, avec sa politique militaire et financière, est sur le chemin conduisant à l'isolement, dit le chef nationaliste.

— C'est une erreur, a ajouté M. Hitler, que de croire que l'on peut pendant des dizaines d'années, rabaisser l'Allemagne au rôle d'esclave du monde. L'impossibilité des réparations est une chose reconnue aujourd'hui en Italie, en Angleterre et en Amérique. C'est verser dans le ridicule que de prétendre, comme le font nos adversaires, que nous voulons liquider la question des « tributs » par des moyens guerriers.

» Nous ne voulons aucune guerre, mais nous voulons l'égalité de droit pour tout ce qui est allemand. C'est pour cela que nous combattons avec force au moyen de notre mouvement national-socialiste. On a fait courir le bruit que j'avais l'intention de me rendre à Rome et à Londres. Il n'est pas impossible qu'une telle éventualité se produise. Notre tâche actuellement, est de travailler le terrain politique mondial avec notre politique.

» Il n'y a aucun doute pour moi que dans un avenir immédiat, le nationalisme-socialisme arrivera au pouvoir par des moyens légaux et constitutionnels. Nous ne sommes par un parti, dans le sens usuel de ce mot, mais nous sommes un mouvement populaire qui se lance impétueusement avec une force élémentaire.

» Le moment est venu pour une lutte décisive à l'intérieur contre le marxisme et le bolchevisme. Une Allemagne immunisée contre la maladie bolcheviste sera un atout énorme dans la politique mondiale. Elle ne restaurera pas seulement la confiance dans la force vitale et économique allemande, mais du point de vue politique, elle sera aussi un facteur ayant une grande valeur pour les autres pays.

» En ce qui concerne le sud-est de l'Europe, y compris la Tchécoslovaquie, cette question politique ne peut être considérée que sous l'angle de nos rapports avec la France. Au cours de ces derniers mois, la France s'est efforcée de gagner du terrain dans la région danubienne, en particulier en Autriche et en Hongrie. C'est à ces efforts qu'il y a lieu d'attribuer la mise en avant de la question des Habsbourg.

» A quelques exceptions près, nos rapports avec la Petite Entente dépendront constamment de nos relations avec la France. Dans les questions européennes, nous n'abandonnerons jamais pour nos frères de race, le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

» Alors même que des questions économiques, des projets de fédéralisme danubien ou des intérêts dynastiques seraient mis en avant d'un autre côté, nous ne songeons pas plus à la guerre contre les vassaux de la France dans le Sud-Est que nous n'y songeons contre la France. Une guerre entre Etats européens équivaudrait à ouvrir les portes toutes grandes devant le bolchevisme. Avec le premier coup de canon, la révolution bolcheviste déposerait ses cartes de visite dans toutes les capitales européennes ».

M. Hitlera terminé en disant qu'il était heureux de voir que le but était proche. « La victoire du nationalisme-socialisme en Allemagne, a-t-il dit, signifie non seulement pour nous, mais aussi pour une grande partie de l'étranger, le commencement d'un ordre nouveau à l'intérieur, un tournant dans la politique mondiale ».

## Pour les missions catholiques

Paris, 11 décembre. — L'Académie française, au cours de sa dernière séance, a décidé d'accepter un legs de un million de francs environ qui lui a été consenti.

Les revenus devront être attribués à des missions catholiques qui servent la cause de la langue française.

## LE PRIX NOBEL DE LA PAIX

(Wide World photos.)

M^me JANE ADDAMS

*qui partage le prix Nobel de la paix pour 1931 avec M. Butler.*

## La Chambre a entendu hier un exposé de M. Landry, ministre du Travail, sur le chômage et a discuté le projet sur les avances aux sociétés de crédit agricole

Paris, 11 décembre. — La Chambre a continué vendredi matin, la discussion des interpellations sur le chômage.

Les deux derniers interpellateurs entendus sont MM. Goujon et Paulin, qui traitent de faits particuliers à leur région, et M. Landry, ministre du Travail, monte à la tribune.

### DISCOURS DE M. LANDRY

Le ministre déclare que son collègue des Travaux publics s'expliquera sur la question du chômage dans les mines.

Les statistiques officielles indiquent, dit-il, qu'il y a 104.000 chômeurs complets secourus, auxquels il faut ajouter 1.604 marins dockers. La plupart de ces chômeurs sont dans la Seine-et-Oise. Il n'y a que huit départements où il y a plus de 1.000 chômeurs complets. Le nombre des chômeurs complets est plus considérable, parce qu'il y en a qui ne touchent pas de secours. Ainsi, pour 2.500.000 ouvriers de certaines usines enquêtées, il y a 300.000 ouvriers de moins que l'an passé. Les recensements font apparaître que, généralement, en temps de crise, les chômeurs sont quatre fois plus nombreux que les chômeurs secourus.

D'autre part, quantité d'établissements ont eu recours au chômage partiel plutôt que de renvoyer du personnel. Il vaut mieux, humainement, six ouvriers privés d'un sixième de leur salaire qu'un ouvrier privé totalement de son salaire.

L'enquête sur les établissements qui occupent au moins 100 ouvriers fait apparaître plus d'un million de chômeurs partiels: si on procède à une règle de 3 pour les 6.800.000 salariés qui peuvent être atteints par la crise, on trouve plus de 2 millions de chômeurs partiels qui perdent environ une journée par semaine.

La crise est bien moins vive qu'à l'étranger, mais elle n'en est pas moins grave, parce que, dans les crises précédentes, la courbe du nombre des chômeurs avait très vite monté et s'était arrêtée, tandis qu'actuellement le nombre des chômeurs continue à augmenter de 10 %. La situation est donc mauvaise; il faut voir les choses telles qu'elles sont.

Le ministre du Travail s'est employé à multiplier les fonds de chômage. Il y en a 203 en activité; près du double de 1921. Nous avons fait tout le possible pour porter secours aux chômeurs, et notamment en portant de 33 à 50 % la participation de l'Etat; en réduisant le temps de résidence dans la commune de six mois à trois mois: le militaire libéré, sans travail, a droit au secours.

(*Lire la suite page 2.*)

## Un officier français décoré par le général Stanley Ford

*Après la prise d'armes qui a eu lieu dans la cour d'honneur des Invalides, le général Stanley Ford, attaché militaire à l'ambassade des Etats-Unis, a remis, au nom du Gouvernement américain, l'insigne de la Distinguished Service Cross au capitaine Drouhin, pour les services qu'il a rendus pendant la guerre, en sa qualité d'officier de liaison à l'armée américaine.*

VOICI LE GÉNÉRAL STANLEY FORD DÉCORANT LE CAPITAINE DROUHIN.

## On discute à Berlin sur les crédits à court terme "gelés" en Allemagne

Berlin, 11 décembre. — Les négociations au sujet des crédits à court terme immobilisés en Allemagne, ont commencé ce matin, à 11 heures, à la Reichsbank, entre le comité des débiteurs allemands et le comité des créanciers étrangers.

Les milieux financiers allemands n'espèrent plus obtenir au cours de ces conversations, une consolidation des crédits à court terme en crédit à long terme et, dans les milieux bancaires américains, on estime que les négociations ne pourront aboutir qu'à un compromis provisoire dont la durée ne s'étendrait pas au delà de la prochaine conférence des réparations.

Les débiteurs allemands vont donc employer tous leurs efforts pour obtenir un abaissement du taux d'intérêt de leurs dettes. Ils affirment que les intérêts exorbitants qu'ils sont obligés actuellement de payer, rendent tout amortissement impossible.

D'autre part, on ne sait rien encore des propositions précises que vont faire les représentants des créanciers étrangers. On craint à Berlin que les effets de l'accord qu'ils ont réalisé entre eux au cours des conversations préliminaires de Paris.

On redoute surtout qu'ils ne réclament l'établissement en Allemagne d'une forme quelconque de contrôle.

Par ailleurs les banquiers américains se plaignent que les trois quarts des traites d'acceptation allemandes présentées actuellement à New-York ne soient pas escomptables. Les représentants américains entendent mettre fin à cette pratique. De même on s'efforcera de boucher « les trous » de l'accord d'immobilisation de Bâle, afin de mettre un terme aux fuites de capitaux allemands qui se sont produites durant ces derniers mois, au grand mécontentement des créanciers étrangers de l'Allemagne.

D'après certains bruits, les créanciers proposeraient de constituer un fonds de garantie qui serait alimenté par le produit des exportations allemandes dans les divers pays intéressés et réparti également entre ceux-ci. Ce projet, qui reviendrait à enlever à l'Allemagne le contrôle suprême de son commerce extérieur, se heurtera, s'il est réellement présenté, à une vive opposition des représentants allemands.

## Dans le canal, à Balinghem, on trouve le cadavre d'un jeune homme

Depuis mardi dernier, la population de Balinghem, dans le canton d'Ardres, est mise en émoi par une affaire assez mystérieuse.

Un jeune homme de 20 ans, René Bouret, habitant avec sa mère, une petite ferme à Balinghem, était allé travailler à la sucrerie Say, de Pont-d'Ardres.

Dimanche dernier, le jeune ouvrier prit congé de son patron. Il avait auparavant touché sa paye et, au lieu de rentrer directement chez lui, s'amusa avec quelques camarades. Il faisait déjà très noir quand il songea à regagner Balinghem.

Il avait visité à peu près tous les estaminets de Pont-d'Ardres et se trouvait dans un état d'ébriété assez prononcé. Ses camarades qui le virent partir, constatèrent cependant qu'il avait pris la bonne direction. Il s'en était allé à bicyclette comme de coutume...

On ne le revit point chez lui.

La mère, inquiète, avertit le maire, qui fit effectuer des recherches dans le canal, car on avait retrouvé la bicyclette sur la rive.

Mardi, on repêcha le corps du malheureux.

On avait émis l'hypothèse d'un accident, mais on constata que le jeune homme qui avait touché 450 fr. avant de quitter Pont-d'Ardres, n'avait plus sur lui ni argent, ni portefeuille, ni porte-monnaie.

La gendarmerie d'Ardres ouvrit une enquête et le Parquet de Saint-Omer descendit sur les lieux.

Entre-temps, la gendarmerie avait recueilli divers renseignements d'après lesquels Bouret avait été vu pour la dernière fois dans la soirée de dimanche avec le nommé André Alexandre, dit « Zozo », âgé de 19 ans, ouvrier agricole, demeurant à Ardres.

Les gendarmes se rendirent à son domicile jeudi, vers midi et le conduisirent à Balinghem, où il devait être entendu par le Parquet.

Le juge d'instruction releva quelques contradictions dans les déclarations d'André Alexandre et celles de sa mère, qui avait aussi été mandée.

Les magistrats placèrent le jeune homme sous mandat de dépôt. Il passa la nuit à la gendarmerie d'Ardres. Vendredi matin, il fut conduit à Saint-Omer et écroué.

## La nouvelle locomotive du Paris-Cherbourg

(Wide World photos.)

LA NOUVELLE LOCOMOTIVE 4 CYLINDRES, AVEC SURCHAUFFE DE VAPEUR

*que vient de mettre en service la Compagnie de l'Etat, effectue les parcours Paris-Cherbourg en 4 h. 20 et Paris-Le Havre en 2 h. 30.*